

Programme de Désarmement Démobilisation et Réintégration des éléments des Groupes Politico-militaires en République Centrafricaine (DDR) Rapport annuel Janvier - Décembre 2011



Crédits Photo DDR/PNUD-RCA

Project ID: 00070768

Duration: 2 ans

Strategic Plan Component: Crisis Prevention and Recovery

CPAP Component: Gouvernance et Prévention des Crises

UNDAF Component: Renforcement de la gouvernance démocratique et du respect des droits humains ;
poursuite du relèvement post-conflit et lutte contre la pauvreté

Total Budget: 5, 919,580.16 US \$

Responsible Agency: UNDP

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	3
2. RÉSULTATS ATTENDUS ET RÉALISATIONS DU PROGRAMME.....	4
2.1. RÉSULTATS ATTENDUS	4
2.2. LES RÉALISATIONS.....	4
2.2.1. <i>Les capacités humaines, techniques et institutionnelles nécessaires à la gestion du programme DDR ont été renforcées.</i>	<i>5</i>
2.2.2. <i>Les Comités Locaux du DDR (CLDDR) ont été mis en place et opérationnels dans les zones DDR du nord-ouest et du nord-est et les Observateurs militaires de la CEEAC (MILOBS) déployés dans le nord-ouest.....</i>	<i>6</i>
2.2.3. <i>La deuxième phase de sensibilisation préliminaire des bénéficiaires sur le processus DDR a été mise en œuvre dans le nord-ouest et dans le nord-est</i>	<i>6</i>
2.2.4. <i>Un système de gestion des informations sur le processus DDR a été mis en place et les listes des combattants ont été réparties en fonction des sites de regroupement et des CLDDR à partir de cette base de données</i>	<i>8</i>
2.2.5. <i>Les Unités Mobiles du DDR (UMDDR) ont été constituées.....</i>	<i>8</i>
2.2.6. <i>L'étude socioéconomique a été finalisée et validée : le profil des combattants est connu et les opportunités socioéconomiques pour la réintégration des ex-combattants sont identifiées et cartographiées.</i>	<i>8</i>
2.2.7. <i>Les opérations de vérification des listes et statut des combattants selon le ratio 1 homme / 1 arme ont été réalisées dans les zones DDR de Bozoum, Paoua et Kaga-Bandoro. ...</i>	<i>9</i>
2.2.8. <i>Le Désarmement et la Démobilisation des éléments de l'APRD dans les zones DDR de Bozoum et Paoua.....</i>	<i>10</i>
2.3. IMPACT DES OPÉRATIONS D1 ET D2	11
3. PARTENARIAT.....	12
4. DÉFIS ET CONTRAINTES	12
5. OPPORTUNITÉS ET PERSPECTIVES	13
6. RAPPORT FINANCIER	13
7. CONCLUSION	15
8. ANNEXES	17

1. Introduction

Pendant plus d'une décennie, la République Centrafricaine a souffert d'instabilité politique et a subi des conflits internes répétitifs. A partir de 2006, on a assisté à l'éclosion, dans le Nord du pays, de Groupes Armés d'opposition : l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD), le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC), l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR, qui est composée de plusieurs groupes armés), le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) et l'Union des Forces Républicaines (UFR).

Le 21 Juin 2008, outre les Accords spécifiques signés en 2007 et 2008 entre le Gouvernement et les différents Groupes politico-militaires, un Accord de Paix Global a été signé avec les cinq mouvements ci-dessus cités à Libreville (APGL) pour permettre d'aller vers une paix durable, de renforcer la démocratie et remettre le pays sur la voie du développement humain durable.

Le 20 novembre 2008, la troisième réunion du Comité de suivi mis en place par l'APGL, a adopté le « Document Cadre sur le lancement du processus DDR en République Centrafricaine ». Ce document définit les conditions et les étapes à suivre pour la mise en œuvre d'un programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) des éléments des mouvements politico-militaires.

Ce programme de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) des éléments des Groupes politico-militaires signataires de l'Accord de Paix Global de Libreville de 2008 a débuté à partir du 5 février 2009 par la mise en place d'un Comité de Pilotage et d'une Unité de Gestion sous la responsabilité du PNUD. L'Unité de Gestion (UdG) est devenue opérationnelle en août 2009. Il s'agissait alors de désarmer et démobiliser environ 8,000 éléments des 5 principaux groupes signataires et lancer des programmes de réinsertion et réhabilitation communautaire afin de faciliter leur réintégration socio-économique dans les milieux d'accueil.

L'objectif global du programme DDR est de contribuer au rétablissement de la sécurité en désarmant les combattants des mouvements politico-militaires et en leur procurant des opportunités de réinsertion socio-économique viables dans la vie civile pour gagner dignement leur vie dans un cadre paisible et sécurisé. De manière plus spécifique le projet vise à :

- I. Procéder au désarmement des combattants des groupes politico-militaires signataires de l'Accord de Paix Global de Libreville ;
- II. Mettre hors d'usage, de façon systématique et transparente, les armes et les munitions y compris celles déjà récupérées ;
- III. Préparer les combattants démobilisés à la réinsertion sociale et économique ;
- IV. Offrir aux bénéficiaires du programme des options de réinsertion immédiate ainsi que des possibilités de réintégration à long terme ;
- V. Assurer le soutien aux communautés pour faciliter la revitalisation et le relèvement à travers des activités communautaires.

Le programme, dans sa phase désarmement et démobilisation, est mis en œuvre avec les fonds constitués uniquement de l'apport de BCPR/PNUD (1 918 849.65 US\$) et du PBF (3 955 710 US\$), gérés par le PNUD sous la modalité d'exécution directe, en conformité avec le mandat reçu du Comité de Suivi de Libreville. La phase préparatoire du programme a été finalisée en septembre 2010. Les opérations de Désarmement et Démobilisation ont pu être menées pour 4777 combattants de l'APRD et 15 repentis dans les zones DDR de Bozoum et Paoua, du 13 juillet au 11 septembre 2011 (sur un effectif total vérifié de 6151 combattants).

2. Résultats attendus et réalisations du programme

2.1. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus du programme sont les suivants :

- I. Une opération de désarmement et démobilisation réussie, selon les standards internationaux, à l'endroit des membres des groupes politico militaires inscrits au programme, qui contribuera à consolider la paix en RCA..
- II. Les mesures intérimaires de stabilisation ou 'Stopgaps' pour faciliter la réinsertion immédiate des ex-membres des groupes politico militaires dans leurs communautés respectives sont créées et effectives..
- III. Les projets de réintégration sont effectifs et fournissent suffisamment d'avantages individuels aux ex-combattants en tant qu'incitation à leur pleine participation, mais aussi mettant l'accent sur la communauté en vue de la stabilisation de la sécurité communautaire et l'extension des avantages durables des dividendes de la paix aux communautés victimes par le biais du relèvement social, économique et politique.
- IV. Les normes internationales crédibles de responsabilité et de transparence dans l'utilisation des ressources et la mesure des résultats sont mises en œuvre dans le programme de DDR.

2.2. Les réalisations

Le programme DDR est structuré en deux phases : une phase préparatoire qui consiste en l'élaboration, la soumission et la validation des listes des combattants et des zones et sites de désarmement et une phase opérationnelle qui consiste à désarmer et démobiliser effectivement les combattants.

En prélude aux opérations de désarmement et démobilisation des combattants des 5 groupes politico-militaires signataires de l'Accord de Paix Global de Libreville, les activités suivantes ont été réalisées :

- La campagne d'information et de sensibilisation ainsi que la mise en place de 08 CL DDR dans le Nord-ouest de février à avril 2010, se présentant comme suit :
 - Kaga Bandoro 05 février 2010;
 - Bouca le 02 mars 2010;
 - Kabo le 04 mars 2010;
 - Paoua le 11 mars 2010;
 - Bocaranga le 16 mars 2010 ;
 - Ngaoundaye le 16 mars 2010 ;
 - Markounda le 18 mars ;
 - Nangha Boguila le 18 mars ;
 - Moyenne Sido : non mise en place en raison des difficultés de collaboration avec le FDPC.
- Cette campagne d'information et de sensibilisation a commencé le 05 février 2010 à Kaga-Bandoro. Elle a été suspendue le 09 février 2010 avant d'être reprise le 29 mars jusqu'au 08 avril 2010 dans les préfectures de la Nana-Gribizi, de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé.

- La campagne d'information et de sensibilisation dans le Nord-est du 10 au 25 mai 2010, dans les préfectures de la Haute-Kotto et de la Vakaga.
- La cérémonie de lancement de la vérification dans le Nord-ouest à Paoua le 13 juillet 2010 suivie d'une mission d'explication dans le Nord-est le même mois,
- La vérification des listes et du statut des combattants APRD et UFR dans le Nord-ouest, en juillet/aout 2010.
 - Les opérations de vérification des listes et statuts des combattants de l'APRD ont été effectuées du 19 août au 17 septembre 2010 sur 21 sites de vérification dans les zones de Kaga – Bandoro, Paoua, et Bozoum, avec une vérification complémentaire à Kaga-Dèrè et Kabo, zone DDR de Kaga-Bandoro du 29 au 30 décembre 2010. Ces opérations, conduites par les Observateurs militaires, ont permis de fournir des éléments d'informations conformément aux critères d'éligibilité et statut de combattant adopté par le Comité de Pilotage le 04 février 2009 et la matrice du ratio homme/arme, adopté le 05 février 2009.
- La conduite d'un géo profilage lors de la vérification ci-dessus mentionnée.
- La mise en place de la base de données adaptée à toutes les phases du programme,
- Les deux missions de reconnaissances des sites de déploiements pour les UM DDR dans les régions de Kaga Bandoro du 22 au 29 juillet 2010 et de Paoua du 17 au 30 aout,
- Les deux missions de formation et d'appui aux CL DDR avec mise à disposition de leurs budgets de fonctionnement du 02 au 06 novembre 2010 dans la zone de Kaga Bandoro (CL DDR de Kaga Bandoro, Kabou et Bouca) et du 14 au 19 décembre 2010 (CL DDR de Paoua, Markounda, Ngaoundaye, Bocaranga, Nangha Boguila et Paoua).

La constitution des Unités Mobiles du DDR (UMDDR) qui ont été adoptées par le CdP en sa réunion du 09 décembre 2009.

Cette phase préparatoire a été finalisée en septembre 2010.

2.2.1. Les capacités humaines, techniques et institutionnelles nécessaires à la gestion du programme DDR ont été renforcées.

Le renforcement des capacités techniques et institutionnelles a facilité l'établissement et la remise des listes des combattants des 5 mouvements politico-militaires, la cartographie des zones et sites du DDR, ainsi que l'information et la sensibilisation des combattants et des communautés sur le processus.

Des critères d'éligibilité ont été définis et adoptés le 5 février 2009, puis revus par le CdP en sa réunion du 08 avril 2011. Malgré la clarté de ces critères, les équipes de désarmement ont rencontré des difficultés sur le terrain, notamment par rapport au nombre élevé de combattants sans armes. De même, l'étude socioéconomique pour établir le profil socioéconomique des combattants et identifier les opportunités pour une réinsertion socioéconomique individuelle et communautaire, lancée en 2009, a été finalisée au cours du premier trimestre 2010. Toutes ces activités ont été mises en œuvre avec une vue particulière sur le genre.

Les formations sur les standards internationaux (IDDRS) et sur le processus DDR en RCA du 03 au 05 novembre 2009 ont permis aux membres du Comité de Pilotage de s'impliquer dans l'élaboration et la validation de la stratégie nationale de la réintégration.

Les formations des parties prenantes au processus DDR (Milobs/Micopax, UPC, Partenaires, UdG) sur le fonctionnement des UMDDR et l'utilisation des moyens multimédia le 06 février 2010 ont permis de réaliser les opérations de désarmement et démobilisation avec efficacité et complémentarité

2.2.2. Les Comités Locaux du DDR (CLDDR) ont été mis en place et opérationnels dans les zones DDR du nord-ouest et du nord-est et les Observateurs militaires de la CEEAC (MILOBS) déployés dans le nord-ouest

La mise en place et la formation des membres des CLDDR à leur fonction d'information et de sensibilisation a fait l'objet de missions spécifiques au terme desquelles, 8 CLDDR sur 9 prévus dans le nord-ouest et 3 CLDDR sur 5 prévus dans le nord-est ont été mis en place. L'installation des CLDDR et le déploiement de 3 équipes d'observateurs militaires à Bozoum, Paoua et Kaga-Bandoro du 1^{er} au 05 mars puis du 03 au 20 avril 2010 ont été couplés avec la deuxième phase de sensibilisation.

Cependant, dans le Nord-est, la mise en place des CLDDR de Gordil et Boromota n'a pu se faire faute de représentativité du pouvoir public dans les localités.

Les membres des CLDDR installés, ont été formés en octobre et en novembre 2010 sur l'élaboration des plans de travail pour mieux planifier et utiliser les budgets de fonctionnement qui leur sont alloués mensuellement.



Photo 1: formation des CLDDR à l'élaboration des plans de travail

2.2.3. La deuxième phase de sensibilisation préliminaire des bénéficiaires sur le processus DDR a été mise en œuvre dans le nord-ouest et dans le nord-est

Après la première phase de la campagne de sensibilisation réalisée du 13 août au 13 septembre 2009 par une équipe gouvernementale avec l'appui logistique de l'Unité de gestion, la deuxième phase a eu lieu le 05 février 2010 à Kaga Bandoro puis du 22 mars au 09 avril 2010 dans le reste du Nord-ouest. Elle a couvert les préfectures de la Nana-Gribizi, l'Ouham et l'Ouham-Pende. Cette campagne ciblée des groupes politico-militaires et des communautés locales, a permis d'informer et de sensibiliser les combattants, les communautés et les autorités locales sur le processus DDR.



Photo 2: la deuxième phase de sensibilisation du public à Kaga-Bandoro

Du 10 au 30 mai 2010, cette deuxième phase de la campagne de sensibilisation s'est poursuivie dans le Nord-est notamment dans les localités de Sam – Ouandja, Tiringoulou, Boromata, Gordil et Birao.

La production de supports de sensibilisation sur le processus DDR



Planche 1: Affiche sur les 8 étapes du processus DDR en Centrafrique

L'équipe de communication de l'Unité de gestion du programme a produit plusieurs supports de sensibilisation sur le processus DDR, notamment les 8 étapes du processus en français et dans la langue nationale, le Sango. D'autres supports portent sur des thématiques ayant trait à la paix, à la réconciliation, aux droits humains, au développement, etc. Ces supports ont fait l'objet de validation par le Comité de Pilotage.

La production d'un film sur le processus DDR

A l'issue de la phase préparatoire du processus et des phases de sensibilisation sur le programme DDR, l'équipe de l'Unité de gestion a réalisé un film en 2010 sur le processus DDR en Centrafrique. Ce film a été monté avec la collaboration de journalistes de la télévision nationale. Il va servir à l'information du public sur la mise en œuvre du processus.

La production de chansons sur le DDR, la paix et la réconciliation, le développement

Deux chansons ont été produites par les orchestres de la place sur le processus DDR. La première a été produite en appui à la phase préparatoire du programme afin de susciter l'implication et l'appropriation du programme par les combattants. La seconde a été produite en appui aux opérations de désarmement et démobilisation et porte sur la nécessité de consolider la paix et la réconciliation nationale, gage d'un développement humain durable.

2.2.4. Un système de gestion des informations sur le processus DDR a été mis en place et les listes des combattants ont été réparties en fonction des sites de regroupement et des CLDDR à partir de cette base de données

Les listes des combattants ont été mises en cohérence avec les sites de regroupement. La base de données pour la gestion de l'information et le suivi des activités des phases D1, D2 et R1 du programme a été mise en place à partir des listes initiales fournies par les Groupes Politico-militaires. Elle est mise à jour au fur et à mesure des vérifications et des opérations de D1D2. Cette base de données compte 9187 combattants des 5 mouvements politico-militaires.

2.2.5. Les Unités Mobiles du DDR (UMDDR) ont été constituées.

Le mode de désarmement retenu pour le processus DDR en Centrafrique est un désarmement mobile. Pour cela, 3 Unités Mobiles du DDR (UMDDR) ont été constituées. Dans le cadre de la préparation de ces UMDDR, une formation comportant des exercices de simulation a été faite le 30 janvier 2010 pour permettre aux acteurs concernés de connaître et maîtriser leur rôle pendant le processus de désarmement et démobilisation des combattants. Cette formation a regroupé les MilObs et les éléments de l'Unité de Police Constituée (UPC). Malheureusement, arrivés le 16 décembre 2009 pour un mandat de six (6) mois, les MilObs sont restés dix-huit (18) mois sans que les opérations de D1D2 ne démarrent. Ils ont donc quitté le 10 juin 2010, quelques jours avant le lancement des opérations D1 et D2. C'est ainsi que quelques éléments de MICOPAX et des FACA ont été formés à cet effet et ont ainsi pu jouer ce rôle.



Photo 3: formation sur le fonctionnement des UMDDR par la responsable DDR venue de New York

Suite à une mission de reconnaissance des sites UMDDR en septembre 2010, 24 sites ont été retenus dans les zones DDR de Bozoum, Paoua, Kaga-Bandoro et Birao. Cependant, face aux réalités, notamment le départ des MILOBS, le Comité de Pilotage a opté finalement pour une seule UMDDR qui a pu réaliser les opérations de D1 et D2 sur les sites des zones de Bozoum et Paoua, seules concernées pour le moment par lesdites opérations.

2.2.6. L'étude socioéconomique a été finalisée et validée : le profil des combattants est connu et les opportunités socioéconomiques pour la réintégration des ex-combattants sont identifiées et cartographiées.

Le Document Cadre du programme DDR a défini comme préalable la réalisation d'une étude socio-économique dans les zones affectées par les conflits armés. Cette étude, qui a été conduite par le bureau d'études néerlandais "Transition International", a établi le profil des ex-combattants, les opportunités économiques pour la réintégration dans les zones concernées, l'identification des services d'appui, l'évaluation des attitudes envers la réintégration dans la communauté d'accueil ainsi que la dynamique du genre dans la réintégration. Le rapport d'étude a été finalisé au cours du mois de juin 2010 et validé par le Comité de Pilotage. Il a servi de canevas à l'élaboration de la stratégie nationale de la réintégration.

Il ressort de cette étude que :

- La majorité des habitants des zones du Nord vivent d'une agriculture de subsistance, y compris l'élevage, la pêche et la chasse, et la production est principalement destinée à l'autoconsommation ;
- Le secteur secondaire n'existe quasiment pas, sauf une usine d'égrenage de coton à Bossangoa. L'artisanat est rudimentaire, surtout dans les villes et les grandes communes dans tout le Nord-ouest (mécanique, forge, maçonnerie, réparation de vélos et motos) ;
- La rébellion en RCA est largement communautaire. Dans les mouvements armés étudiés, on trouve peu de combattants (5,3% pour l'APRD, 2,2 % pour l'UFDR et 0,6 % pour le MLCJ) et entre 200 et 300 enfants soldats¹.
- L'âge moyen des combattants est en dessous de 29 ans et le niveau moyen d'éducation est faible. A l'opposé des combattants de l'APRD dans l'Ouest, il apparaît que les combattants de l'UFDR et ceux du MLCJ ont eu davantage accès à au moins une scolarité primaire complète.
- La majorité sont mariés avec une ou deux femmes et possèdent entre 1 et 6 enfants.
- Avant de rejoindre la rébellion, la plupart des combattants pratiquaient l'agriculture, mais beaucoup d'entre eux fréquentaient l'école. La majorité des combattants ont regagné les mouvements armés pour l'auto-défense et la vengeance des parents victimes des actes de guerre.
- La réinsertion/réintégration devra tenir compte de :
 - L'intensification de la production agricole et de l'élevage ;
 - La promotion de la pisciculture ;
 - La transformation de produits alimentaires ;
 - La production de coton ;
 - L'intensification de la production artisanale ;
 - La création de structures d'épargne et de crédit.

2.2.7. Les opérations de vérification des listes et statut des combattants selon le ratio 1 homme / 1 arme ont été réalisées dans les zones DDR de Bozoum, Paoua et Kaga-Bandoro.

Ces opérations, qui ont porté sur les éléments de l'APRD et de l'UFR, ont été effectuées du 21 août au 03 septembre 2010 sur 21 sites de vérification dans la zone de Kaga – Bandoro, Paoua, et Bozoum. Ces opérations conduites par les Observateurs militaires ont permis de fournir des éléments d'informations conformément aux critères d'éligibilité et statut de combattant adopté par le Comité de Pilotage (réunion des 04 et 05 février 2009).

Ces opérations ont permis de vérifier 6 067 combattants, parmi lesquels 4 710 avaient des armes artisanales, 92 des armes de guerre et 1 265 combattants sans d'armes, les armes blanches n'étant pas prises en compte².



Photo 4: lancement des opérations de vérification du statut de combattant à Paoua par l'ancienne Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies en Centrafrique et l'ancien Ministre en charge du DDR

¹ Nations Unies, *Secretary General's report on Children and Armed Conflict*, 13 Avril 2010, Conseil de Sécurité, A/64/742 – S/2010/181, 2010

² Voir annexe 4

2.2.8. Le Désarmement et la Démobilisation des éléments de l'APRD dans les zones DDR de Bozoum et Paoua

Les opérations de désarmement et de démobilisation d'une partie des combattants de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) ont été effectuées dans les zones de Paoua et de Bozoum du 13 juillet au 11 septembre 2011 sur treize (13) sites de désarmement conformément au tableau ci-dessous (Paoua n'ayant servi que pour la démobilisation des repentis³).



Photo 5: le désarmement des officiers de l'Etat-major de l'APRD à Béboura 3

Tableau 1 : Effectifs des combattants désarmés sur les 13 sites du 13 juillet au 11 septembre 2011

Sites des opérations	Effectifs de Combattants démobilisés	Répartition des combattants par site d'origine		Effectifs des repentis	Total
KOSSE	474				
KELLE CLAIR	564	308 de Kellé Clair	256 de Boko		
KOWONE	401				
POUGOL	517	366 de Pougol	151 de Koun MBam II		
BAVARA	222				
GOUZE	232				
MAITIKOULOU	392				
BELE	175				
PAOUA				15	
SIDO	137				
BOGODO	333				
BORIA	262				
BETOKO	553	370 de Bétoko	183 de Makandji		
BEBOURA	515				
Total	4.777			15	4792

³ Terme employé pour désigner les combattants ayant volontairement déposé les armes à la suite de la signature de l'APGL.

Le désarmement

Les opérations de désarmement ont été réalisées efficacement grâce à l'utilisation d'ordinateurs puissants et de moyens multimédia à travers les appareils « Personal Data Assistance » (PDA), dont l'utilisation constitue une innovation dans une opération de désarmement. Ces moyens ont permis de combler la réduction du nombre d'UMDDR.

De ces opérations, 4 777 combattants de l'APRD et 15 repentis résidant à Paoua ont été formellement démobilisés, avec 3 521 armes collectées dont 3 467 armes de fabrication artisanale et 54 armes de guerre, tel qu'il ressort du tableau suivant.



Photo 6: Démobilisation, remise de kit et retour dans la famille: ici, le premier Commandant de Site désarmé à Kossé dans la zone DDR de Bozoum

Tableau 2: nombre et type d'armes rendues par les combattants sur les 13 sites du 13 juillet au 11 septembre 2011

Nature des Armes	Identifiées potentiellement lors de la vérification	Effectivement Collectées	Différence
Armes Artisanales (AA)	3 388	3 467	+79
Armes de Guerre (AG)	70	54	- 17
Total	3 458	3 521	

La démobilisation et la distribution du kit de démobilisation

Les opérations de démobilisation des combattants a permis la validation de chacun d'eux dans la base de données, aboutissant à la délivrance d'une carte de démobilisé portant toutes les informations relatives aux différents kits reçus (kit PNUD, kit Gouvernement, frais de transport et d'alimentation).

Les combattants démobilisés ont reçu chacun un kit du PNUD comprenant des matériels de protection et d'hygiène et tenant compte du genre, ainsi qu'une allocation transitoire de 42 US\$ représentant les frais d'alimentation pour un jour et de transport. Le Gouvernement Centrafricain a également remis un kit complémentaire de 100 000 FCFA à chaque combattant démobilisé et 260 000 FCFA à chaque officier commandant de zone.

2.3. Impact des opérations D1 et D2

Les opérations de désarmement/démobilisation des éléments de l'APRD étaient attendues impatiemment aussi bien par les populations qui pourront dorénavant vaquer librement à leurs activités productives, que par une grande partie des combattants, qui avaient hâte de retrouver la vie civile et vaquer également à des activités productives. Globalement, la mise en œuvre du programme DDR a eu un impact important qui a eu des effets (directs et indirects) dans les zones de Paoua et de Bozoum notamment :

1. La prise de conscience générale de la précarité dans laquelle les populations des zones occupées vivent et travaillent ;

2. Les Accords de paix et la signature du document Cadre pour le lancement du processus de DDR ont instauré une accalmie dans les zones occupées et permis aux ONG internationales et à des partenaires tels que l'Union Européenne d'y mettre en œuvre des projets d'urgence et de relèvement en faveur des populations et des combattants avant même que les opérations de désarmement ne puissent commencer ;
3. La vérification des listes et du statut de combattants dans le nord-ouest a donné confiance aux groupes politico-militaires qui n'ont fait obstacle ni au déroulement de la campagne électorale ni aux élections présidentielle et législative de janvier 2011 ;
4. La planification et la mise en œuvre des opérations de désarmement et démobilisation ont été renforcées par des actions concrètes des partenaires en vue de la prise en compte de la suite du processus, aussi bien de la part du Gouvernement que des partenaires, à travers l'élaboration et l'adoption le 08 juillet 2011 d'une Stratégie Nationale de Réintégration des ex combattants, et la mise en place d'un Coordination Nationale de la Réintégration par décision le 20 juillet 2011 du Ministère en charge du DDR.

Du 22 au 30 novembre 2011, une mission conjointe (UNDP, BINUCA, GoRCA) s'est rendue dans les zones de Bozoum et Paoua afin de procéder à une évaluation de la situation post-désarmement pour à la fois, identifier les besoins en communication pour la réconciliation et la paix, sensibiliser les populations sur le processus de réinsertion/réintégration à venir, la paix, la réconciliation, le civisme et le respect des droits humains et, reconstituer la perception que les populations ont de la sécurité après le désarmement des ex-combattants afin que les dispositions soient prises pour assurer cette sécurité.

3. Partenariat

La planification du programme DDR et le pilotage du processus ont été faits en partenariat avec toutes les parties prenantes au travers du Comité de Pilotage : le Gouvernement centrafricain, le BINUCA, les Mouvements politico-militaires, le PNUD, en tant qu'organe d'exécution, la MICOPAX, la France, l'Union Africaine, l'Union Européenne, la Banque Mondiale.

4. Défis et contraintes

Les principaux défis auxquels le programme a été confronté se résument de la manière suivante :

1. La gestion parallèle des fonds par les partenaires.
2. De nombreuses difficultés, notamment politiques, ont occasionné des retards dans la phase préparatoire qui se sont répercutés sur la phase opérationnelle, nécessitant ainsi l'extension du programme.
3. Les opérations de vérification ont pris un temps considérable retardant en cela leur validation par le Comité de pilotage, d'autant que certains mouvements apportaient toujours des listes additionnelles retardant par voie de conséquence la mise en œuvre des opérations de désarmement et démobilisation des combattants vérifiés.
4. Les problèmes d'insécurité aussi bien dans le nord-ouest que dans le nord-est, ont aussi eu un impact négatif sur la mise en œuvre opérationnelle du programme et ont fourni l'occasion aux groupes armés concernés par le DDR de poser le problème de la sécurisation des zones sous leur contrôle avant tout désarmement.
5. Ces retards accumulés ont amené le PNUD à mettre l'Unité de Gestion en veille à deux reprises et à réduire sa présence sur le terrain de même que le personnel international et national.

6. Le désarmement effectif et la démobilisation des combattants vérifiés initialement dans le nord-ouest et le Centre-nord du pays, la vérification des listes et du statut de combattants ainsi que le désarmement des autres groupes politico-militaires signataires de l'APGL (MLCJ, UFDR, et FDPC) demeurent également un défi important pour la suite du processus, en raison des problèmes sécuritaires et de financement.
7. L'établissement et la vérification éventuelle des listes des combattants de la Convention Patriotique pour la Justice et la Paix (CPJP), qui a signé récemment un accord de paix avec le gouvernement et qui pourrait s'apprêter ainsi à adhérer au Programme DDR.
8. L'état de dégradation très avancé des routes dans le Nord-est du pays, surtout pendant la saison des pluies, limite les interventions du programme.
9. La sécurisation des zones déjà démobilisées et des zones encore sous contrôle des groupes politico-militaires constitue une préoccupation majeure et constante depuis le début du programme.

5. Opportunités et Perspectives

Les activités à réaliser au cours de 2012 sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Activités à réaliser en 2012

Activités à mener en 2012	Observations
Vérification des listes et du statut des combattants dans le Nord – Est (UFDR, MLCJ) et du FDPC	Mouvements déjà signataires de l'APGL
Désarmement et démobilisation du reste des combattants de l'APRD dans la zone DDR de Kaga-Bandoro	Après les zones de Bozoum et Paoua, finaliser les opérations en ce qui concerne l'APRD
Désarmement et démobilisation des combattants du MLCJ et du FDPC, de l'UFDR	Finaliser les opérations de D1D2
Clôture du projet	La suite des opérations sera assurée par la Coordination Nationale de la Réintégration

6. Rapport financier

Le budget du projet DDR géré par le PNUD a initialement regroupé les fonds du PBF et des fonds propre du BCPR/PNUD avec les montants respectifs de \$ 3 955 709 et \$ 1 987,200 soit un total de \$ 5 942 909.

En 2011, la contribution du PNUD/BCPR a été réduite de \$ 68,350.35, ce qui a amené le bureau du PNUD en RCA à allouer un montant de \$ 45,020 de ses ressources propres pour compenser partiellement cette réduction budgétaire.

Le budget total disponible auprès du PNUD s'élève donc, au 31 décembre 2011, à \$ 5, 919,580.16

Le tableau ci-dessous résume les dépenses annuelles encourues par le PNUD et le rapport financier détaillé pour la période avril 2009 – décembre 2011 se trouve en Annexe 5

Tableau 4 : Résumé des dépenses annuelles effectuées par le projet

Fonds	Budget total 2009-2011	Dépenses 2009	Dépenses 2010	Dépenses 2011	Total dépenses 2009-2011	Taux exécution	Reliquat 2012
BCPR - 26921	1, 918,849.65	-	982,722.28	746,969.45	1, 729,691.73	90.14%	189,157.92
PBF - 30000	3, 955,710.00	1, 714,951.08	1, 609,188.45	454,310.62	3, 778,450.15	95,51%	177,258.85
TRAC 1 - 4000	45,020.51	-	-	45,020.51	45,020.51	100%	-
Total	5, 919,580.16	1, 714,951.08	2, 591,910.73	1, 246,300.58	5, 553,162.39	93.81%	366,416.77

Force est de constater que le reliquat ne permettra pas de couvrir les dépenses associées aux opérations de D1 et D2 qui restent à entreprendre.

L'Unité de gestion é été donc mise en veilleuse pour la deuxième fois à partir du 1^{er} janvier 2012 avec seulement 4 staffs locaux.

Cette mise en veilleuse de l'Unité de gestion se traduit par :

- La réduction du personnel national et du personnel international;
- Le maintien d'une équipe de liaison pour préparer en temps opportun la réactivation d'une Unité de gestion réduite pour la conduite des opérations DDR
- Le maintien d'une capacité réduite de liaison avec les autorités locales

Une estimation des besoins financiers pour l'année 2012 est présentée dans le tableau ci-dessous et représente un scénario très conservateur. En effet, ce scénario à été élaboré pour conserver l'unité de gestion en état de veille (sans staff international) pour une période de 6 mois, et pour mobiliser l'équipe au complet pour une autre période de six mois dès que la situation sur place permettra le redémarrage des opérations D1 et D2.

Tableau 5. Prévisions des coûts prévus et fonds requis en 2012

Désignation	USD
Personnel international	267,595.18
Personnel national	121,041.60
Vérification UFDR/MLCJ	30,999.31
Opérations D1D2 UFDR/MLCJ (2700 XC)	355,515.07
Opérations D1D2 APRD/UFR/FDPC (1800 XC)	133,437.95
Comité de pilotage DDR	99,079.56
Unité de gestion	66,763.17
Total dépenses prévus pour 2012	1, 074,431.84
<i>Reliquat de 2011</i>	<i>366,416.77</i>
Fonds requis pour 2012	708,015.07

7. Conclusion

Le programme DDR a officiellement débuté en février 2009 par la constitution du Comité de pilotage DDR. Les fonds PBF ont été reçus par le PNUD en Avril 2009, ce qui a permis au PNUD de mobiliser le personnel de l'Unité de gestion qui est devenue pleinement opérationnelle en août 2009. Le programme DDR en RCA a été lancé officiellement par le Chef de l'Etat le 13 août 2009, et le restant de l'année a été consacré à la phase préparatoire comprenant notamment la finalisation du manuel des opérations, des critères d'éligibilité des ex combattants et du document de projet et du budget du programme DDR.

Suite à la mobilisation des Observateurs militaires de la MICOPAX en décembre 2009, la phase préparatoire devait se poursuivre en 2010 par l'organisation d'une large campagne de sensibilisation dans le Nord-ouest et le Nord – est du pays (qui a été réalisée), la vérification des listes des ex combattants de 5 mouvements politico militaires signataires de l'Accord de Paix Global de Libreville (qui a été réalisée en partie pour les mouvements de l'APRD et de l'UFR dans le Nord – ouest), afin de permettre le démarrage des opérations de D1 et D2 (qui a dû être reporté en 2011).

Force est de constater que le programme DDR a accusé des retards importants. La phase préparatoire initialement prévue pour une durée de 6 mois s'est prolongée sur une période de 24 mois, entraînant par voie de conséquence, le report des opérations de D1 et de D2.

Ce retard est dû à de nombreuses difficultés sécuritaires (prévalence des exactions commises par la LRA, opérations de groupes non signataires de l'APG, incursions armées sur le territoire national) et logistiques (le Nord – est du pays par exemple n'est pas accessible pendant une bonne partie de l'année en raison de la saison des pluies et de l'état extrêmement précaire des voies de transport terrestre).

Malgré les efforts financiers consentis par l'Etat centrafricain, les raisons politiques figurent également en bonne place pour comprendre ces retards au vu des nombreuses dissensions constatées régulièrement entre différents groupes politico-militaires, ou au sein même de certains groupes politico- militaires. En outre, les discussions entre les autorités nationales et les groupes politico-militaires sur les préalables aux opérations de D1 et D2 ont été récurrentes pour essayer de les adresser parmi lesquels, la question de la sécurisation des zones après les opérations de D1 et D2, l'intégration des éléments des mouvements politico-militaires dans les Forces de défense et de sécurité ou dans l'administration publique, et le relèvement social et économique des zones encore sous le contrôle des mouvements.

L'année 2011 a été principalement marquée par

- (i) La signature d'un cessez le feu par le Gouvernement et la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP), le 12 juin 2011 ;
- (ii) l'approbation de la Stratégie Nationale de Réintégration le 8 juillet 2011;
- (iii) la désignation par le Ministre en charge du DDR d'un Coordonateur national de la réintégration, le 11 juillet 2011 ;
- (iv) les opérations de D1 et D2 qui ont permis, du 13 juillet au 11 septembre 2011, de désarmer et de démobiliser 4,777 ex combattants et 15 repentis (soit 60 % du nombre total des ex combattants), et de récolter 3,521 armes.

Etant donné les avancées réalisées en 2011, il conviendrait de

- (i) prendre les dispositions pour poursuivre le processus, en particulier dans la zone de Kaga Bandoro et dans le Nord –est du pays ;
- (ii) préparer le désarmement et la démobilisation des éléments de la CPJP, si ce dernier rejoint le programme DDR.

Mais, il conviendrait également de :

- (i) renforcer les acquis des opérations D1 et D2 dans les zones de Bozoum et Paoua ainsi que les impacts qu'ils ont eu sur les populations bénéficiaires, notamment les ex-combattants et éviter ainsi que ceux-ci ne puissent reprendre les armes. Un projet de réinsertion est en cours de finalisation pour financement par le PBF qui devrait contribuer à la stabilisation de la situation dans les deux zones démobilisés à date ;
- (ii) mobiliser de manière proactive les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration.

La décision de mettre pour la deuxième fois⁴ l'unité de gestion en veilleuse à partir du 1^{er} janvier 2012, permettra de conserver une capacité minimale de liaison, en attendant que les conditions soient réunies pour la reprise des opérations. Ces opérations ne pourront être efficacement conduites sans un engagement formel de toutes les parties prenantes à continuer effectivement la phase opérationnelle du processus DDR conformément aux standards internationaux, et sans la mobilisation de ressources suffisantes pour assurer la réintégration de tous les éléments qui sont, ou seront, démobilisés.

En tenant compte du reliquat total au 31 décembre 2011 qui s'élève à 366,417 USD, le PNUD a besoin d'un financement additionnel de 708,016 USD pour l'année 2012, dans les conditions décrites dans la Section 6, page 14 du présent rapport.

Bangui, 1^{er} février 2012

⁴ L'Unité de Gestion du PNUD avait été mise en veilleuse de février à juin 2011 en l'absence de perspective pour le démarrage des opérations de désarmement et de démobilisation. Le lancement officiel par le Chef de l'Etat le 25 juin 2011 du D1 et D2 devait permettre au PNUD de remobiliser son équipe pour appuyer ces opérations.

8. ANNEXES

Annexe 1 : Données de vérification des listes

et statut des combattants dans la zone DDR de Paoua

Tableau et graphique 6 : Effectif des combattants vérifiés dans la zone de Paoua

Données	Listés	Non listés/affectés	absents	Total/site	effectif initial	écart
SITES						
MAKANDJI	138	11	14	163	154	9
BETOKO	254	80	55	389	322	67
BBOURA	361	76	150	587	511	76
BORIA	111	122	86	319	197	122
BOGODO	252	96	91	439	343	96
SIDO	127	5	8	140	135	5
BELE	154	11	16	181	170	11
MAÏTIKOULOU	351	37	15	403	366	37
TOTAL	1748	438	435	2621	2198	423
%	79,53%	19,93%	19,79%	119,24%	100,00%	

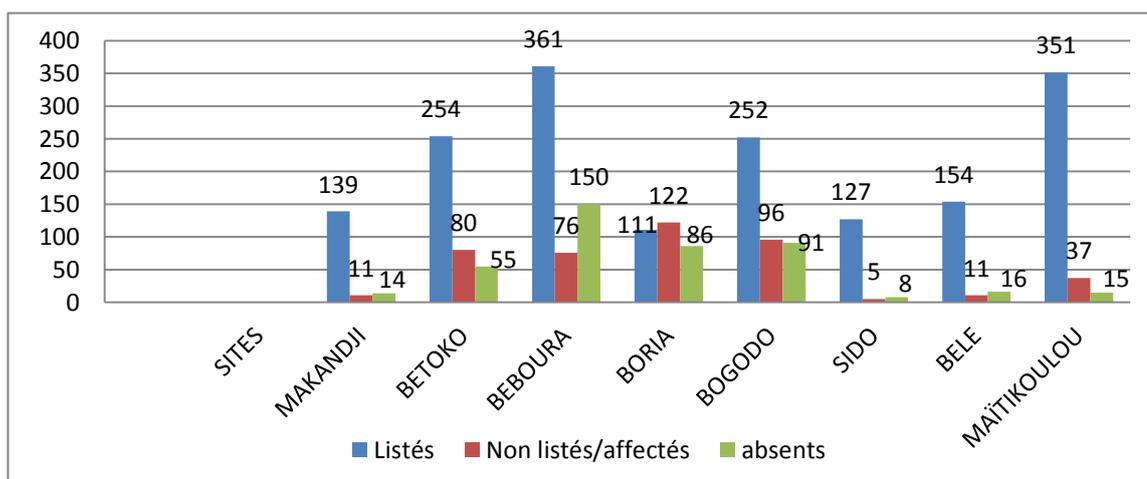
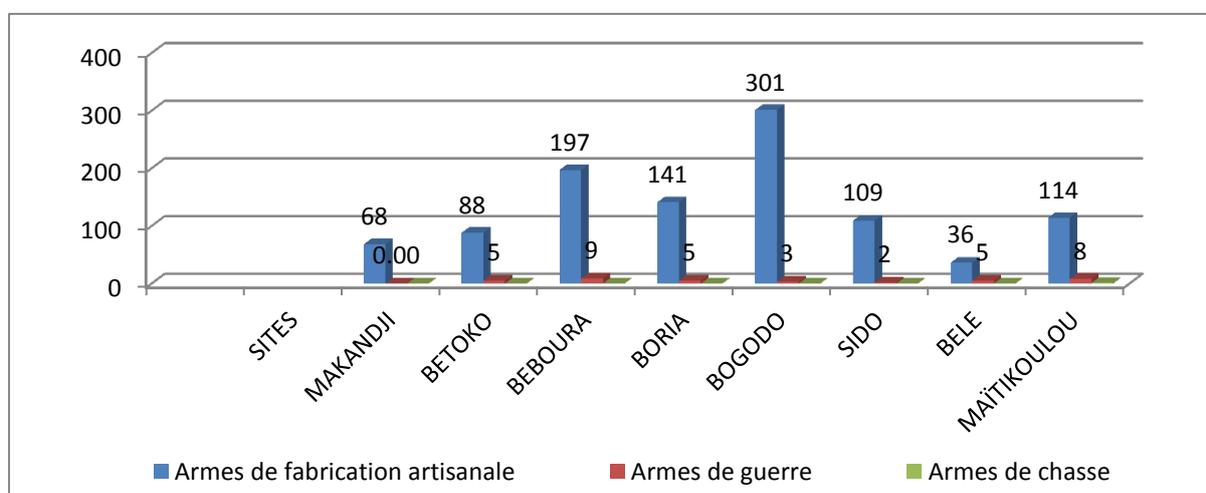


Tableau et graphique 7 : Nombre d'armes comptées au moment de la vérification, zone de Paoua

RATIO	Armes de fabrication artisanale	Armes de guerre	Armes de chasse	Munitions de guerre et de chasse	: chargeurs et ADG grenades	Total par site	% par site
SITES							
MAKANDJI	68	0,00	0	0	0	68	3,50%
BETOKO	88	5	0	0	0	93	4,78%
BEBOURA	197	9	0	0	2	208	10,70%
BORIA	141	5	0	0	1	147	7,56%
BOGODO	301	3	0	406	0	710	36,52%
SIDO	109	2	0	104	0	215	11,06%
BELE	36	5	0	126	8	175	9,00%
MAÏTIKOULOU	114	8	1	202	3	328	16,87%
TOTAL	1054	37	1	838	14	1944	100,00%
%	54,22%	1,90%	0,05%	43,11%	0,72%	100,00%	



Annexe 2 : Données de vérification des listes**et statut des combattants dans la zone DDR de Bozoum****Tableau 8 : Effectifs des combattants vérifiés par site dans la zone DDR de Bozoum**

Site	Effectif initial	Nbre de combattants vérifiés						Total vérifiés			Absents	Total général
		Nbre de combattants listés			Nbre des combattants non listés			Effectif total				
		Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total		
Kelle - Clair	310	34	246	280	1	68	69	35	314	349	30	379
Kossé	416	55	345	400	3	61	64	58	406	464	16	480
Boko	230	33	192	225	2	32	34	35	224	259	5	264
Kowone	372	7	322	329	18	42	60	25	364	389	43	432
Koun Mban II	127	1	124	125	1	31	32	2	155	157	2	159
Pougol	346	8	300	308	8	52	60	16	352	368	38	406
Gouze	236	6	214	220	6	8	14	12	222	234	16	250
Bavara	223	14	192	206	3	12	15	17	204	221	17	238
Total	2260	158	1935	2093	42	306	348	200	2283	2441	167	2608

Annexe 3 : Données de vérification des listes**et statut des combattants dans la zone DDR de Kaga-Bandoro****Tableau 9 : Effectifs des combattants vérifiés par site dans la zone de Kaga-Bandoro**

Date	Site	Nombre des XC vérifiés	Listés	Non listés	Ames Arti	Fusils auto	Armes collect
21 au 23 /08/10	Kagadéré	561	521	40	548	7	1
25 au 26 /08/10	Ouandago	328	287	41	324	4	0
28/08/2010	Kabo (UFR)	65	65	0	26	0	0
30 au 31 /08/10	Ngonkira	249	236	13	241	6	0
02/09/2010	Marze	189	183	6	185	3	0
TOTAL		1392	1292	100	1324	20	1

Tableau 10 : Nombre et types de munitions vérifiés par site dans la zone de Kaga-Bandoro

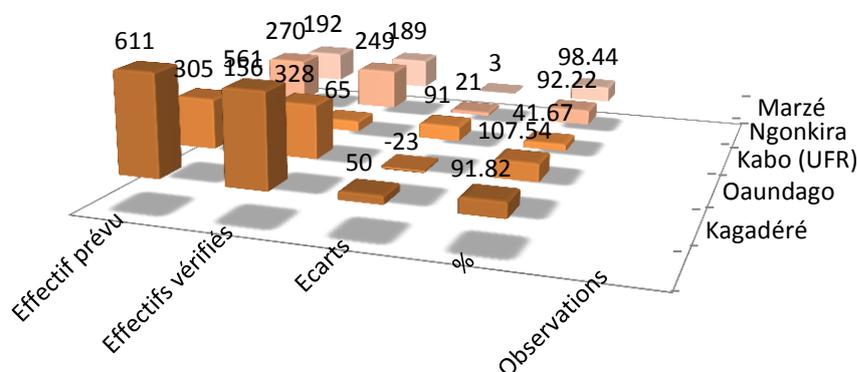
Date	Site	Munitions, grenades et autres							Sans arme	Absents
		Cal 12	Cal 7.62	Cal 5.56	Munit à pang	Lance roquette art	Mine anti-person	Grénade off		
21 au 23 /08/10	Kagadéré	1060	60	0	0	1	0	1	3	65
25 au 26 /08/10	Ouandago	656	70	0	0	0	0	0	1	17
28/08/2010	Kabo (UFR)	4	0	0	0	0	0	0	39	91
30 au 31 /08/10	Ngonkira	456	21	7	1	0	0	0	2	24
02/09/2010	Marze	398	40	0	0	0	1	0	1	6

Tableau et graphique 11 : Comparaison des effectifs par site et pourcentage

Site	Effectifs prévus	Effectifs vérifiés	Ecart	%	Observations
Kagadéré	611	561	50	91,82	
Oaundago	305	328	-23	107,54	
Kabo (UFR)	156	65	91	41,67	
Ngonkira	270	249	21	92,22	
Marzé	192	189	3	98,44	

Graphique 20: Comparaison des effectifs par site et pourcentage

■ Kagadéré ■ Oaundago ■ Kabo (UFR) ■ Ngonkira ■ Marzé

**Tableau 12 : Données synoptiques de la vérification**

Sites de regroupement	Combattants				Armement	
	Vérifiés	Listés	Non listés	Absents	Guerre	Artisanal
1 Makandji (154)	177	139	38	14	0	68
2 Betoko (322)	334	254	80	55	5	88
3 Kelle Clar (310)	358	317	41	29	1	348
4 Beboura (511)	437	361	76	150	9	197
5 Boria (197)	233	111	122	86	5	141
6 Kaga Dere (611)	561	521	40	0	8	548
7 Ouandago (305)	328	287	41	0	4	324
8 Boko (230)	259	225	34	5	2	257
9 Kosse (416)	464	400	64	65	1	463
10 Kabo UFR(156)	65	65	0	91	0	26
11 Ngonkira (270)	249	236	13	24	6	241
12 Bogodo (343)	348	252	96	91	3	301
13 Koun Mbam (127)	157	125	32	2	7	150
14 Maraze (192)	189	183	6	6	3	185
15 Kowone (372)	389	329	60	43	5	384
16 Pougol (346)	368	308	60	38	4	364
17 Gouze (236)	220	220	14	16	5	229
18 Bavara (223)	206	206	15	17	2	219
19 Sido (135)	132	127	05	08	2	109
20 Bele (170)	165	154	11	16	05	36
21 Maitikoulou (366)	388	351	37	15	08	115
Total	6027	5171	885	771	85	4793

Annexe 4 : Données sur le désarmement et la démobilisation**des combattants de l'APRD dans les zones DDR de Bozoum et Paoua****Tableau 13 : Effectif des combattants désarmés par Zone DDR**

Sites des opérations	Combattants démobilisés	Répartition des combattants par site d'origine		Repentis	Total
ZONE DDR DE BOZOUM					
KOSSE	474				
KELLE CLAIR	564	308 de Kelle Claire	256 de Boko		
KOWONE	401				
POUGOL	517	366 de Pougol	151 de de Koun Bam II		
BAVARA	222				
GOUZE	232				
ZONE DDR DE PAOUA					
MATIKOULOU	392				
BELE	175				
PAOUA				15	
SIDO	137				
BOGODO	333				
BORIA	262				
BETOKO	553	370 de Betoko	183 de Makandji		
BEBOURA	515				
Total	4.777			15	4792

Tableau 14 : Type d'armes collectées

Type	Etat	Armes
Arme artisanale		3467
Pistolet	Très bon état	6
Pistolet	Moyen état	448
Pistolet	Mauvais état	2
Pistolet	Non-fonctionnel	24
Fusil / carabine	Très bon état	137
Fusil / carabine	Moyen état	2214
Fusil / carabine	Mauvais état	41
Fusil / carabine	Non-fonctionnel	287
(Pas d'information disponible)	(désarmé par le gouvernement au lancement du D1D2 à Kellé Claire)	308
Arme de guerre collective		1
Lance roquette - 2 hommes	Mauvais état	1
Arme de guerre individuelle		53
Pistolet	Très bon état	1
Fusil / carabine	Très bon état	2
Fusil / carabine	Mauvais état	3
Fusil / carabine	Non-fonctionnel	2
Pistolet mitrailleur	Très bon état	1
Pistolet mitrailleur	Mauvais état	4
Pistolet mitrailleur	Non-fonctionnel	2
Fusil d'assaut	Très bon état	2
Fusil d'assaut	Bon état	1
Fusil d'assaut	Moyen état	2
Fusil d'assaut	Mauvais état	30
Fusil d'assaut	Non-fonctionnel	3
Total armes enregistrés		3521